

**FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 11****LUNDI, 23 SEPTEMBRE 2013**

Le Segment de haut niveau à la CdP 11 de la CLD s'est ouvert le 23 septembre, par des allocutions de bienvenue du gouvernement hôte, du Secrétaire exécutif de la CLD et d'un représentant du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que des déclarations spéciales de groupes régionaux et d'intérêt. Deux tables rondes ministérielles ont ensuite examiné: « Le rôle de la CLD dans la réalisation d'un MNDT dans le contexte du développement durable », et « Les moyens à mettre en œuvre pour surmonter les obstacles à la multiplication et à la diffusion des bonnes pratiques dans le cadre du processus de mise en œuvre de la CLD ». Tout au long de la journée, les groupes de contact du COW sur les questions budgétaires et non budgétaires et le groupe de contact du CRIC sur le renforcement des relations avec les conventions et les organisations internationales pertinentes ont poursuivi leurs travaux sur les projets de décisions. Dans la soirée, le Secrétariat de la CLD a organisé un dîner de haut niveau au cours duquel des prix ont été décernés aux trois lauréats du prix Terre pour la vie et aux cinq lauréats du prix Champions zones arides.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Le Président de la CdP, Uahekua Herunga, a souhaité la bienvenue aux délégués et a présenté le Vice-Premier ministre namibien, Marco Hausiku, qui a prononcé le discours du Premier ministre, Hage Geingob, et le Président, Hifikepune Pohamba. Hausiku a félicité le Secrétaire exécutif de la CLD sortant, Luc Gnacadja, pour ses efforts visant à intégrer les questions de DDTs et des terres dans le résultat de Rio+20 et a promis le soutien de la Namibie sous la nouvelle direction de Monique Barbut.

Le Secrétaire exécutif de la CLD, Luc Gnacadja, a exprimé la solidarité de la CdP avec le Kenya dans le contexte de l'attaque terroriste en cours. Il a souligné l'occasion unique pour la Convention d'établir un nouveau paradigme pour réaliser la vision d'un MNDT, saluant le dialogue sur la façon d'aller de l'avant.

Veerle Vandeweerd, Directeur du Groupe environnement et énergie du PNUD, au nom du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a félicité le Secrétaire exécutif sortant, Luc Gnacadja, et a souligné qu'une terre en bonne santé est une condition préalable à la sécurité alimentaire et de l'eau, de même que les efforts pour éviter l'instabilité politique.

DECLARATIONS SPECIALES AU NIVEAU MINISTERIEL AU NOM DES GROUPES REGIONAUX ET D'INTERETS:

Les Fidji, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, ont exprimé l'espoir que la CdP 11 aborde les questions de régie interne non réglées, permettant aux Parties de se centrer sur la mise en œuvre de la Convention. Soulignant que les lacunes en matière d'information déterminante et les difficultés rencontrées dans l'établissement des rapports ont entravé l'atteinte des objectifs de la Stratégie, il a appelé, entre autres à: autonomiser les UCR; maintenir les niveaux budgétaires courants et améliorer la rentabilité de la CLD; et à assurer une solide reconstitution des ressources pour le financement de la DDTs dans la prochaine reconstitution du FEM. Il a en outre souligné que les pays en développement Parties ont besoin d'un MM solide et efficace, qui subviendra à leurs besoins financiers spécifiques.

La Lituanie, s'exprimant au nom de l'UE, a déclaré que les questions de science et de technologie devraient être prioritaires si la CLD doit devenir une référence mondiale en matière de DDTs. Le délégué a signalé que l'IPBES pourrait promouvoir une approche globale et intégrée, avec la dégradation des terres comme problème majeur, et a déclaré que toutes les décisions de la CdP doivent contenir une évaluation des coûts.

Le Burkina Faso, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé la CdP à produire des stratégies efficaces, opérationnelles et avec des objectifs mesurables. Le délégué a déclaré que le nouveau secrétaire exécutif doit privilégier la coopération avec le FEM pour augmenter les subventions allouées à la conservation des terres et a appuyé le transfert du MM au Secrétariat, affirmant que ce transfert entraînerait des économies de coûts et améliorerait la gouvernance.

L'Inde, s'exprimant au nom des ETATS DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE, a indiqué son soutien à un mécanisme qui peut vivifier et rationaliser les efforts scientifiques, et à l'Initiative de Changwon. Le délégué a déclaré que les recommandations de l'évaluation à mi-parcours devraient guider l'établissement d'une feuille de route avec des délais précis pour répondre à la DDTs.

Le Panama, s'exprimant au nom du GRULAC, a souligné le besoin de ressources prévisibles et adéquates pour renforcer l'UCR de sa région. Le délégué a appelé à réduire les inefficacités et les dépenses excessives, et à être précis lors du recours au terme dégradation des terres. Il a réitéré la préoccupation du GRULAC concernant le processus de sélection du Secrétaire exécutif de la CLD, et a souligné que l'amélioration de la diffusion des meilleures pratiques est la clé pour avancer en matière de DDTs.

Le Belarus, s'exprimant au nom des ETATS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a déclaré que sa région est déterminée à transformer la volonté politique obtenue à Rio +20 en décisions orientées vers l'action à la CdP 11. Le délégué a souligné que la CLD réunit des pays qui sont confrontés à des zones arides ainsi que d'autres problèmes de dégradation des terres, donnant force et complexité à la Convention. Il a signalé les efforts régionaux, notamment une approche synergique pour la mise en œuvre des projets du FEM dans le cadre des conventions de Rio et les efforts accomplis pour aligner les PAN avec la Stratégie, et développer une stratégie régionale.

Israël, s'exprimant au nom de la REGION DU NORD DE LA MEDITERRANEE, a souligné que ce groupe comprend des pays développés et en développement, et donc fonctionne comme un laboratoire de mise en œuvre. Le délégué a déclaré que la région a accepté l'invitation de la Turquie d'établir un UCR et attend avec intérêt la coopération avec le Secrétariat de la CLD à cet égard.

L'organisation Both Ends, s'exprimant au nom des OSC, a déploré que les discussions et les documents de la CdP fassent rarement référence aux moteurs spécifiques de la DDTs, qui selon la déléguée, sont liés aux pratiques non durables des grandes agro-industries. Elle a exhorté les Parties à garantir l'indépendance de la CLD en s'assurant que les observateurs accrédités soient engagés dans le développement durable des zones arides, notant aussi que l'insécurité en matière de régime foncier freine l'investissement et la gestion durable des terres.

Le Conseil national de la jeunesse de la Namibie, s'exprimant au nom de la JEUNESSE, a déclaré que les jeunes souhaitent s'assurer que « ceux qui viennent après nous trouveront un



monde dans les meilleures conditions pour cultiver, vivre et gagner leur vie », notant que les jeunes sont déjà impliqués et doivent être écoutés.

Le Secrétariat de la CLD a projeté un court métrage mettant en évidence les activités mondiales de lutte contre la DDTs.

TABLE RONDE I: RÔLE DE LA CLD DANS LA RÉALISATION D'UN MONDE NEUTRE EN DÉGRADATION DES TERRES DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: Le Président de la CdP Herunga a présenté le thème de la session, qui a été co-présidé par Bernice Adiku Heloo, Vice-ministre de l'environnement, de la science, de la technologie et de l'innovation du Ghana et Susheel Kumar, Secrétaire adjoint, Ministère de l'environnement et des forêts de l'Inde. La session a été modérée par Clare Short, ex-Secrétaire d'Etat pour le développement international du Royaume-Uni.

La Co-présidente Heloo a réitéré l'objectif de Rio+20 de prendre le leadership en matière de surveillance de la DDTs au niveau mondial et de restauration des zones dégradées dans différentes zones climatiques.

Rappelant que 78 % des zones dégradées ne se situent pas dans les zones arides, le modérateur Short a indiqué que l'inaction a des conséquences pour la sécurité alimentaire et la perte de la biodiversité.

Le conférencier principal, Uriel Safriel, de l'Institut Blaustein pour la recherche sur le désert, Israël, a fait une présentation sur la signification d'un MNDT, en distinguant entre: des terres en état de dégradation; et des terres qui sont en train de se dégrader. Avertissant que 25 % des terres de la planète sont actuellement en état de dégradation, il a décrit le cercle vicieux des processus biophysiques entraînés par les utilisateurs des terres à travers la perte de productivité persistante, qui conduisent à la pauvreté et causent des problèmes sociaux, économiques et politiques. Il a souligné que la sensibilisation doit commencer au niveau de la communauté.

Timo Mäkelä, de la Commission européenne, a souligné que 60 % des terres requises pour répondre aux besoins futurs en matière de denrées alimentaires, de nourriture pour animaux et de fibres sont déjà dégradées ou menacées. Il a indiqué que la CdP 11 est une réunion de « la réussite ou de l'échec » et a appelé la CLD à: résoudre ses problèmes institutionnels; construire un cadre pour la collecte et le partage des connaissances scientifiques; et mieux mobiliser les ressources et la société civile et les autres parties prenantes.

Edna Molewa, Ministre sud-africaine de l'eau et des affaires environnementales, a exprimé sa préoccupation quant à l'impact de la DDTs sur les services des écosystèmes. Elle a souligné que des efforts internationaux concertés sont nécessaires pour mettre en œuvre un MNDT d'ici 2030, et a indiqué que d'autres conventions doivent s'impliquer dans les questions de DDTs afin de faciliter un réel progrès.

Au cours des présentations des experts, l'IRAN a mis l'accent sur l'importance de s'assurer d'une approche synergique plus élargie, et a indiqué que l'Initiative de Changwon apporte un nouvel espoir pour l'application de la Convention. Le SENEGAL a souligné le lien entre la GDT et la croissance économique, et a appelé à une meilleure compréhension des facteurs de dégradation des terres. Le PNUD a suggéré que: les gouvernements nationaux devraient travailler à travers et avec les équipes nationales de One UN; les efforts au niveau local pourraient se concentrer sur la multiplication de quelques projets réussis; et les délégués devraient examiner les moyens d'intégrer les objectifs du MNDT dans les ODD sur l'eau, la sécurité alimentaire et la pauvreté.

Dans la discussion qui a suivi, les intervenants ont souligné les efforts de leurs pays pour mettre en œuvre des approches intégrées pour lutter contre la DDTs et la pauvreté.

La CHINE, le BRÉSIL et les ÉTATS-UNIS ont mis en garde contre l'utilisation du résultat de Rio +20 pour élargir le mandat de la CLD au-delà des zones arides. Les ÉTATS-UNIS ont souligné la nécessité de meilleures données scientifiques, et, avec les OSC ont déclaré craindre que la notion de neutralité de la dégradation des terres puisse encourager les mesures de compensation et exacerber la DDTs.

Le LESOTHO a souligné la pertinence des Objectifs stratégiques 1 et 2 de la Convention. La GAMBIE, l'ÉRYTHÉE, le MALAWI et la ZAMBIE ont souligné que la DDTs se manifeste au niveau local, ce qui nécessite la formulation d'objectifs et de mesures locales, tandis que le MALAWI a souligné le rôle de la CLD pour faciliter les évaluations et les inventaires.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a instamment appelé à un consensus sur la définition des objectifs et a mis l'accent sur l'Initiative de Changwon. L'ANGOLA a souligné la nécessité de créer des capacités pour réduire l'insécurité alimentaire et améliorer la GDT et a appelé à l'intégration des stratégies

pour faire face à la DDTs et aux changements climatiques. Prenant note que la Convention est un instrument de solidarité internationale pour les populations vivant dans les zones arides, un représentant des OSC a déclaré que la coopération avec d'autres conventions de Rio favorisera l'action en matière de GDT.

TABLE RONDE II: MESURES À METTRE EN ŒUVRE POUR SURMONTER LES OBSTACLES RENCONTRÉS DANS LA MULTIPLICATION ET LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CLD: Neville Gertze, Ambassadeur namibien en Allemagne, et Michel Mordasini, Sous-Directeur général de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, ont co-présidé cette session.

Le Modérateur Dennis Garrity, Ambassadeur des terres arides de la CLD, a déclaré que la multiplication est le domaine dans lequel « la Convention devrait prendre vie ». Il a présenté la Grande muraille verte dans le Sahel comme l'exemple clé d'un partenariat réussi en matière de lutte contre la DDTs.

Le conférencier principal, Chris Reij, World Resources Institute, a déclaré que la multiplication des projets de reverdissement des zones arides implique: d'identifier et d'analyser les exemples de réussites de reverdissement; de travailler au niveau local; d'assurer que les mesures descendantes rencontrent les mesures ascendantes; de développer une bonne stratégie de communication; et de développer les filières de l'agroforesterie. Yacouba Sawadogo, un paysan du Sahel, Burkina Faso, a décrit ses efforts pour lutter contre la désertification en développant des trous de plantation remplis de jeunes arbres et d'engrais qui conservent l'eau, protègent les jeunes plants, et favorisent la biodiversité. Il a décrit les efforts visant à attirer des oiseaux, et avec eux une plus grande diversité de semences et d'arbres sur ses terres. Il a conclu en décrivant le film de sa vie: « L'homme qui arrêta le désert ».

Salif Ouédraogo, Ministre de l'environnement et du développement durable du Burkina Faso, a signalé que les obstacles à la gestion durable des terres comprennent le manque de capacités, l'analphabétisme, les contraintes financières, les systèmes de contrôle et de surveillance défaillants, le manque d'investissement dans les mécanismes de GDT, et l'insécurité foncière.

La table ronde se poursuivra mardi matin.

GROUPES DE CONTACT

Au cours des discussions du groupe de contact du CRIC, les Parties ont progressé sur la formulation des cadres stratégiques de plaidoyer, clarifiant leurs points de vue sur les lignes directrices adéquates à donner au Secrétariat et discutant du rôle du MM dans la promotion de la mobilisation des ressources. Le groupe a également discuté des systèmes nationaux de surveillance, y compris les questions suivantes: la création, le maintien et l'utilisation des systèmes existants; l'utilisation des synergies entre les systèmes nationaux de surveillance des ressources naturelles; et le besoin de flexibilité en matière de surveillance.

Au cours des discussions du groupe de contact du COW sur les questions non budgétaires, qui ont notamment abordé: les mécanismes régionaux de coordination; la stratégie de communication globale; et l'accréditation des OSC et du secteur privé, certaines Parties ont souligné les implications budgétaires.

Le groupe de contact du COW sur le programme et les questions budgétaires ont poursuivi leurs discussions sur les questions liées au budget, les Parties demandant des clarifications concernant plusieurs préoccupations liées au budget.

DANS LES COULOIRS

Alors que les négociations dans les groupes de contact du COW sont entrées dans leur deuxième semaine, un certain nombre de délégués ont noté qu'ils « retenaient leur souffle » sur certaines questions parce que les résultats de plusieurs groupes de contact étaient liés à des discussions ayant cours dans d'autres groupes de contact. Les participants ont notamment souligné l'interconnexion entre les décisions relatives à l'emplacement du MM et les conséquences budgétaires qui seraient considérées dans le groupe de contact sur le programme et le budget. Tandis que le segment de haut niveau a commencé son examen du but d'un MNDT, certains participants ont fait remarquer que les discussions relatives au programme de développement de l'après-2015 devaient être amorcées quelques heures plus tard, en même temps que l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Alors que certains pensaient que les deux événements impliqueraient des publics différents, d'autres ont suggéré que le chevauchement avait abouti à une « manifestation de haut niveau de faible niveau » à Windhoek.